



Dixième séance (spéciale)

Jeudi 8 juin 2006, 10 h 15

Présidence de M. Sajda

ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE M. OSCAR ARIAS SÁNCHEZ, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU COSTA RICA

Original anglais: Le PRÉSIDENT

J'ai le très grand honneur d'ouvrir cette dixième séance spéciale de cette session de la Conférence internationale du Travail et de souhaiter la bienvenue au nom de la Conférence à Son Excellence M. Oscar Arias Sánchez, Président de la République du Costa Rica.

Je donne maintenant la parole au Secrétaire général de la Conférence, M. Somavia, qui va présenter notre hôte.

Original espagnol: Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL de la CONFÉRENCE

La Conférence internationale du Travail a l'honneur d'accueillir aujourd'hui un grand homme d'Etat, un homme politique visionnaire.

Son immense travail humanitaire et son engagement en faveur de la paix l'ont fait connaître bien au-delà des frontières du Costa Rica. Il est aujourd'hui un homme d'Etat d'envergure mondiale.

Monsieur le Président, en tant que latino-américain, qu'il me soit permis de saluer votre immense contribution à la recherche de la paix pendant les périodes les plus difficiles qu'aient connues l'Amérique centrale.

Des générations entières de centraméricains se souviendront de vous comme du personnage historique qui a permis de faire des guerres fratricides un cauchemar du passé. Votre volonté de maintenir le dialogue, votre détermination à trouver les chemins de la paix et vos qualités personnelles de dirigeant vous ont fait mériter une des plus grandes reconnaissances de notre époque, le prix Nobel de la paix. C'est un grand privilège de vous accueillir parmi nous.

Lorsque vous avez terminé votre premier mandat présidentiel, il y a plus de 15 ans, vous avez poursuivi votre travail inlassable en faveur des causes justes, dans le cadre de la Fondation Arias pour la paix et le progrès de l'homme.

L'Organisation internationale du Travail, depuis sa création, travaille pour promouvoir la paix au moyen de l'équité. Il est dit dans son préambule qu'«une paix universelle et durable ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale». S'inspirant de ces sages paroles, l'OIT a lutté au fil des années en faveur de la justice sociale, du dialogue social, de la défense de la liberté et des droits au travail.

Elle a également vu son action récompensée par un prix Nobel de la paix.

Il ne saurait y avoir de plus grand hommage à nos origines que de vous recevoir aujourd'hui dans cette maison internationale du dialogue en faveur de l'action dans le monde du travail. Comme vous le savez, nous nous employons actuellement à l'OIT à faire du travail décent un objectif mondial et une réalité nationale. Nous voulons traduire dans les faits ce que, dans tous les sommets de chefs d'Etat et de gouvernement, on réaffirme depuis plusieurs années, à savoir que la création d'un travail décent est le moyen le plus viable de surmonter la pauvreté et de faire respecter la dignité du travail et des familles. Les gens ne veulent pas d'aumône, ils veulent avoir la possibilité de travailler.

Vous qui avez toujours été un homme politique à l'écoute du peuple, qui avez su comprendre ces impératifs, vous avez su le dire de façon très claire dans votre programme de gouvernement. Vous avez dit: «Il ne peut y avoir de meilleur outil de lutte contre la pauvreté et pour une meilleure qualité de vie individuelle et collective que le fait d'avoir un emploi digne et bien rémunéré.»

Mais, à notre époque, le modèle mondial de croissance économique n'a pas entraîné dans son sillage la création en nombre suffisant d'emplois de qualité, que les gens appellent de leurs vœux et dont ils ont besoin, ce qui ébranle la confiance envers la démocratie.

Comme vous l'avez dit dans votre discours d'investissement, la plus grande réalisation de la génération actuelle de Latino-Américains est d'avoir su surmonter la nuit interminable de la tutelle militaire. Cette réalisation aurait pu échouer si nous n'avions pas su affronter l'inégalité et l'exclusion, ces fléaux de toujours. Dans ce même discours, vous avez tracé la voie, pour qu'à partir d'une croissance économique sensible aux besoins de la population puisse naître également l'espoir d'une vie plus digne à la portée de tous. Vous avez dit: «Nous orienterons notre action vers l'objectif le plus important que puisse avoir une politique de production, à savoir créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité.»

Savoir qu'un homme politique de votre envergure a de telles convictions nous remplit d'honneur et d'optimisme. C'est la raison pour laquelle votre message d'aujourd'hui aura une telle importance pour nous.

Monsieur le Président, nous sommes très honorés que l'OIT soit la première organisation internatio-

nale à laquelle vous rendiez visite. Nous vous en remercions.

Nous reconnaissons en vous le dirigeant de l'une des démocraties les plus stables et les plus respectées du continent américain. L'OIT est à vos côtés, aux côtés du Costa Rica, dans cette nouvelle étape de votre action déterminée pour servir l'intérêt public. Nous resterons à vos côtés dans votre attachement à porter la dignité au travail, l'espoir aux familles et la paix à la communauté. Vous saurez le faire en gardant l'esprit ouvert, sans dogmatisme. Vous avez voulu souligner l'importance de cette ouverture d'esprit lorsqu'en recevant le prix Nobel de la paix vous avez cité Pascal qui avait dit: «Nous savons trop pour être sceptiques, nous savons trop peu pour être dogmatiques.»

Monsieur le Président, merci d'être des nôtres aujourd'hui. Merci de toujours rester fidèle à vos convictions.

Original anglais: Le PRÉSIDENT

J'ai maintenant le très grand honneur de donner la parole à Monsieur le Président Oscar Arias Sánchez.

Original espagnol: M. OSCAR ARIAS SÁNCHEZ (*Président de la République du Costa Rica*)

Je suis particulièrement heureux d'avoir l'occasion de m'exprimer devant vous alors que j'ai, pour la seconde fois, l'honneur et la responsabilité de gouverner la plus ancienne démocratie de l'Amérique latine. J'en suis d'autant plus heureux que je ressens une grande affinité avec les valeurs et les principes que l'Organisation internationale du Travail promeut. Je suis intimement convaincu que ces valeurs et principes sont essentiels, plus que tout autre élément, pour parvenir à une coexistence civilisée.

Comme vous le savez, j'ai consacré une bonne partie de ma vie à lutter pour la paix, la réconciliation, le développement humain, le dialogue démocratique, la justice sociale. Ce sont les valeurs fondamentales que l'OIT, depuis sa création, consacre dans sa Constitution. Des valeurs que vous défendez chaque jour, et auxquelles l'OIT contribue de multiples façons, en les promouvant, en s'efforçant constamment d'améliorer la vie des travailleurs. L'OIT a reçu le prix Nobel. Ce n'est pas par hasard. Par ailleurs, le travail décent et la paix, le travail et la défense de la dignité humaine, sont nécessairement liés. Le droit au travail est fondamental et, sans respect des droits fondamentaux, le droit au travail n'est qu'une chimère.

L'OIT et le Costa Rica partagent cette conviction. En défendant le dialogue social, la paix et la démocratie, cette organisation abrite en son sein le meilleur de l'expérience historique de mon pays. En aspirant à réduire la pauvreté, à éliminer la discrimination et l'exclusion sociale, en promouvant l'emploi et le travail décent pour tous, elle se fait l'écho des rêves les plus chers de mon peuple. C'est parce qu'elle contient le meilleur du passé et le meilleur de l'avenir du Costa Rica que je me sens ici comme chez moi.

Nous sommes ici pour relever de grands défis, des défis qu'il faut relever de toute urgence. En effet, nous devons chercher les moyens d'avancer sur la voie d'une mondialisation plus juste, de réagir face aux changements vertigineux de la technologie et de l'économie. A ce sujet, le Directeur général du BIT et vous tous avez réalisé un travail digne d'éloges. De fait, l'OIT est devenue une référence incontour-

nable pour ce qui est des questions sociales dans la mondialisation.

Par la négociation de conventions internationales, et par une nouvelle approche qui place le travail décent au centre des politiques économiques et sociales, l'OIT fait plus que quiconque pour que la dimension sociale de la mondialisation ne soit ni oubliée ni subordonnée aux impératifs de l'accumulation économique. Voilà une question fondamentale. Le gouvernement du Costa Rica appuie non seulement avec énergie ces politiques, mais il prend aussi des mesures concrètes. Le meilleur soutien que l'on puisse apporter à une organisation comme l'OIT c'est d'œuvrer pour que les orientations qu'elle donne soient mises en pratique et respectées dans chaque pays.

Une mondialisation plus humaine ne se construit pas avec des mots mais avec un engagement éthique constant, avec le courage de prendre des décisions difficiles et de se rallier à des causes qui sont souvent l'objet de polémiques. L'humanité est à la croisée des chemins et elle doit prendre des décisions lourdes d'implications morales. Ce que nous ne pouvons pas faire ni comme citoyens ni comme personnalités influentes, ni comme intellectuels, et encore moins en tant que dirigeants c'est éluder nos responsabilités.

Nous ne pouvons pas croire aveuglément que les profondes mutations scientifiques et technologiques de notre époque résoudront automatiquement les grands dilemmes de l'humanité: Comment préserver la vie sur la planète, qui est de plus en plus menacée par la cupidité et l'imprévoyance? Comment parvenir à une coexistence civilisée des peuples, qui est de plus en plus menacée par les fondamentalismes politiques et religieux, et par l'affaiblissement de la légalité internationale? Comment réaliser le précepte selon lequel nous sommes tous les enfants de Dieu et égaux à ses yeux? Ce précepte est enfreint dans la pratique par les inégalités croissantes dans le monde et par des situations de misère qui, malgré les progrès accomplis, continuent d'exister et sont incompatibles avec ce que nous professons.

Rien de tout cela ne se réglera tout seul et l'on voit que ni le progrès économique ni le progrès scientifique ne se traduisent nécessairement par une amélioration éthique de l'humanité. Le progrès éthique n'est pas inévitable. On ne l'attend pas comme on attend le passage d'une comète. Il faut le désirer et le construire de toutes nos forces.

Nous progressons de façon éthique lorsque nous plaçons le travail décent et la défense de la dignité humaine au cœur de nos politiques publiques. Lors du récent Sommet des chefs d'État de l'Union européenne, de l'Amérique latine et des Caraïbes, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Kofi Annan, a prononcé un discours admirable où il a souligné la préoccupation essentielle de l'OIT que je partage totalement. Il a dit, je cite, qu'il faut donner la priorité à l'emploi dans tous les cas, quelle que soit la décision dont il s'agit. Les débats politiques traditionnels traitent la création d'emplois comme la conséquence obligée de la croissance économique. Aussi la politique économique s'occupe-t-elle davantage de tenir l'inflation en échec et d'augmenter la production que de créer des emplois. Or il s'avère de jour en jour que la croissance, si elle est un facteur décisif de création d'emplois, ne peut à elle seule en créer toujours suffisamment.

Nous devons repenser notre façon d'aborder le problème et placer la création d'emplois au même rang que la croissance économique dans nos politiques économiques et sociales, nationales et internationales. Lorsque, par exemple, on parle de politique macroéconomique, le réflexe institutionnel devrait toujours être de se demander: «Quelles incidences cela peut-il avoir sur l'emploi?».

Le souci de faire de l'emploi décent un objectif mondial ne suffit pas. Cette préoccupation doit se traduire par des stratégies efficaces dans la pratique, aussi bien sur le plan national qu'international, chose qui, comme nous le savons tous, n'est pas facile. Toutefois, l'expérience récente nous montre qu'il existe certaines tâches stratégiques vitales pour la création d'emplois et la lutte contre le chômage. J'en signalerai deux pour ma part: investir dans l'éducation et encourager le libre-échange entre les pays.

Il n'y a pas de pire ennemi pour la création d'emplois décents qu'une éducation déficiente. En Amérique latine, un jeune sur trois ne va ni au collège ni au lycée. En Afrique subsaharienne, un tiers des enfants ne fréquente même pas l'école primaire. Cette situation ternit les valeurs auxquelles nous sommes attachés, en même temps qu'elle témoigne de l'absence de vision économique de certaines sociétés. Aujourd'hui, plus que jamais, nous devons comprendre que les échecs scolaires d'aujourd'hui sont les échecs économiques de demain.

Combattre ces problèmes constitue un défi et une responsabilité que l'Etat doit relever. En tant que gouvernement, nous devons aspirer à avoir des professeurs toujours mieux formés, plus engagés et mieux rémunérés. Il en va du sort de l'ensemble du système éducatif. Nous devons investir suffisamment pour entretenir notre infrastructure éducative et la maintenir dans un état satisfaisant et mieux doter nos écoles en termes de moyens, notamment d'ordinateurs et de réseaux Internet. Nous devons faire de grands sacrifices pour que nos étudiants puissent apprendre plusieurs langues. Si nos pays aspirent à réussir dans un monde dominé par l'industrie basée sur le savoir, la maîtrise des langues est, sans aucun doute, une nécessité absolue.

Il est en sus absolument indispensable d'assurer une parfaite égalité entre les sexes en ce qui concerne l'accès à l'éducation. Comme chacun le sait, l'accès des femmes à l'éducation et les niveaux de scolarisation de la population féminine figurent parmi les principaux facteurs de développement humain des sociétés, quelles qu'elles soient.

Assurer un accès égal à l'éducation ne constitue que l'une de nos tâches. Nous devons, par ailleurs, veiller à ce que l'enseignement scolaire favorise l'émancipation pleine et entière des femmes, et éviter la reproduction de son assujettissement par rapport à l'homme. Nous devons aussi veiller à ce que cette égalité dans l'accès à l'éducation se traduise par l'égalité dans l'accès à l'emploi, rapport qui est loin d'être automatique. Dans mon pays où le taux de scolarisation des femmes est de fait supérieur à celui des hommes, la population féminine continue à faire l'objet de discrimination pour ce qui est du salaire et des conditions de travail. Ceci est inacceptable.

Comblant les lacunes des systèmes d'enseignement dans les pays en développement exige, certes pratiquement toujours davantage de ressources, mais il exige avant tout une volonté politique et des priori-

tés d'investissements publics qui soient très clairement définis.

Il est à mes yeux évident que le développement de postes de travail obtenu grâce à une meilleure éducation est étroitement lié à la lutte en faveur de la démilitarisation et du désarmement. C'est une honte que les gouvernements de certaines des nations les plus pauvres continuent à équiper à grands frais leurs troupes, en achetant des tanks, des avions et des armes, soi-disant pour protéger une population qui, elle, est plongée dans la faim et l'ignorance.

La région du monde à laquelle j'appartiens n'échappe pas à ce phénomène. En 2004, les pays d'Amérique latine ont dépensé un total de 22 milliards de dollars en armes et en troupes, ce qui a représenté une augmentation de 8 pour cent en valeur réelle au cours des dix dernières années, et qui a crû de façon alarmante l'année dernière. En Amérique latine, une nouvelle course aux armements a commencé bien que le continent n'ait jamais été aussi démocratique et qu'il n'y ait pratiquement jamais eu de conflits armés entre nos pays au siècle dernier. Affirmer que nous n'avons pas de ressources pour éduquer nos enfants me fait penser à cet homme pauvre qui se plaignait d'avoir faim tout en distribuant son pain aux oiseaux. Plus grave encore, il s'agit là d'un signe fort inquiétant de cécité historique. Si l'on se réfère en effet à l'histoire de notre région, on ne peut que constater que les ressources consacrées à la dépense militaire correspondent au mieux à une dilapidation de nos fonds. Dans le pire des cas, ces investissements ont servi à réprimer le peuple qui les avait apportés.

Je crois que sur ce plan, le peuple du Costa Rica a tout lieu d'être fier. Depuis 1948, grâce à la clairvoyance de l'ancien président José Figueres, homme sage s'il en est, le Costa Rica a renoncé à son armée; il a déclaré la paix au monde, il a misé sur la vie. Les enfants du Costa Rica n'ont jamais vu de soldats ni de tanks. Ils vont à l'école leurs livres sous le bras plutôt que le fusil à l'épaule.

Un vieux proverbe dit à ce propos: «Celui qui ouvre une école ferme une prison.» et, au Costa Rica, nous disons aussi: «Celui qui ferme une prison ouvre une école.»

Et à chaque fois qu'un soldat rend son uniforme, il permet à de nombreux enfants d'endosser un autre uniforme, l'uniforme scolaire.

Il s'agit d'une voie que ni mon pays ni moi-même ne sommes disposés à abandonner. Nous prétendons même que c'est celle que devrait emprunter l'ensemble de l'humanité. Je me permets en conséquence de vous soumettre une proposition: je vous invite à reprendre à votre compte le consensus de Costa Rica qui prévoit des mécanismes pour la remise de la dette et une assistance financière internationale, au bénéfice de ceux des pays en développement qui tendent à accroître le budget consacré à l'éducation, à la santé et au logement, et à restreindre celui de l'armée. Je crois que le moment est venu pour la communauté financière internationale de récompenser non seulement ceux qui dépensent conformément aux règles – comme cela a été le cas jusqu'à présent –, mais également ceux qui dépensent de façon éthique.

Un autre élément fondamental pour résoudre le problème de l'emploi, c'est le commerce international. Je sais qu'il existe bien des points de vue au sein de la présente assemblée quant à la meilleure façon de promouvoir des échanges mondiaux intenses et justes à la fois. Je considère pour ma part que

le libre-échange est la voie la plus adéquate pour atteindre cet objectif et je suis convaincu qu'il s'agit d'un chemin qui, s'il est parcouru dans les règles, débouchera sur la création de plus d'emplois, et d'emplois de meilleure qualité pour tous les citoyens.

Le Costa Rica est un pays de quatre millions et demi d'habitants, l'un des plus petits au monde. Or pour un pays comme le mien – comme pour tous les pays en développement en réalité –, la seule option envisageable est bien de renforcer l'intégration dans l'économie mondiale.

Ce n'est que si nous ouvrons nos économies que nous parviendrons à attirer les flux d'investissement direct nécessaires pour compléter des taux d'épargne intérieure chroniquement faibles. Ce n'est qu'en nous ouvrant que nous parviendrons à accéder aux technologies de pointe et à certains processus d'apprentissages productifs utiles aux entrepreneurs locaux. Ce n'est qu'en nous ouvrant que nous parviendrons à construire des secteurs productifs dynamiques, capables de faire face à la concurrence internationale. Mais, surtout, ce n'est qu'en nous ouvrant que nous parviendrons à créer des postes de travail de qualité en nombre suffisant pour tous nos jeunes. Car il a été établi clairement, en Amérique latine et au Costa Rica en particulier, que les emplois liés à l'investissement étranger et aux activités d'exportation sont en règle générale des emplois formels mieux rémunérés que la moyenne.

Pour les pays en développement, l'alternative est claire et simple en cette époque de mondialisation. Si ces pays ne sont pas capables d'exporter des biens et des services en quantité toujours croissante, ils seront contraints d'exporter de plus en plus de gens. Fort heureusement, nous avons pris conscience de ce risque il y a bon nombre d'années déjà au Costa Rica. C'est pour cela que nous sommes l'un des rares pays d'Amérique latine où la jeunesse n'est pas contrainte de s'expatrier pour trouver un emploi.

Au Costa Rica, il s'est avéré que l'ouverture progressive de l'économie et le développement des échanges commerciaux avec le reste du monde constituaient des stratégies de développement viables et bénéfiques. Le revenu par habitant a augmenté de façon significative ces vingt dernières années et le chômage est resté à des niveaux faibles, malgré une charge migratoire considérable. En outre, les exportations se sont beaucoup diversifiées depuis quelques années.

Il y a vingt ans, nos produits d'exportation principaux étaient – comme beaucoup d'entre vous le savent déjà – le café et la banane. Aujourd'hui, le tourisme et l'exportation de puces d'ordinateurs représentent plusieurs fois la valeur de nos exportations traditionnelles additionnées. Notre économie ne dépend plus des fluctuations imprévisibles du marché de deux produits et ce n'est pas un hasard si, de ce fait, le Costa Rica est le seul pays d'Amérique latine ou presque à ne pas avoir subi de crise économique majeure depuis vingt ans.

Il faut préciser cependant que l'ouverture économique et la promotion du libre-échange, si elles ont été bénéfiques pour mon pays, ne sont pas des panacées. Nous avons, au Costa Rica, des problèmes croissants en matière de répartition de la richesse et un taux de pauvreté encore inacceptable. Mais nos problèmes seraient encore plus aigus si nous cherchions à revenir au passé, car même si certains nos-

taligues refusent de le reconnaître, il semble bien évident aujourd'hui que les expériences autarciques, qui ont été longtemps la marque distinctive de l'Amérique latine et d'une bonne partie du monde en développement, ont eu pour seuls résultats la constitution de secteurs productifs protégés et peu efficaces, d'appareils d'État hypertrophiés et corrompus, et de groupes de pression innombrables s'employant sans répit à s'attirer les faveurs de la bureaucratie. Il s'agit d'une page qui est tournée et qui doit le rester.

Il faut aussi s'interroger sur les conséquences du libre-échange sur les droits des travailleurs. Certains estiment que la réduction des obstacles aux échanges se traduit nécessairement par un affaiblissement des normes du travail en faisant des pays, où la protection des travailleurs est moindre, une destination de choix pour les investisseurs. Je ne crois pas que cette crainte soit fondée. Chacun de nos gouvernements doit exiger que les traités de libre-échange respectent les droits des travailleurs et même qu'ils considèrent ce principe comme une condition sine qua non de tout traité.

Ainsi, tous les États signataires du Traité de libre-échange entre les États-Unis, les pays d'Amérique centrale et la République dominicaine se sont engagés dans cet instrument à adopter toute une série de normes du travail de l'OIT. On nous demande de renforcer ces normes et de les respecter, et la responsabilité de ceux qui les enfreindraient peut être engagée au plan international. Cet exemple montre bien que les échanges commerciaux peuvent aller de pair avec l'inclusion des États concernés dans une communauté internationale subordonnant cette appartenance au respect des principes et droits fondamentaux au travail.

Pour le gouvernement du Costa Rica, il ne saurait être question de faire des concessions sur la protection des droits des travailleurs. Je sais que certains, irrités par des décisions prises dans une indépendance absolue par nos juges qui, heureusement d'ailleurs, jouissent d'une autonomie qui est souvent inconnue dans les pays en développement, ont essayé de faire croire qu'au Costa Rica on empêche l'exercice des droits des travailleurs, et notamment l'application des conventions collectives.

Je vous dirai qu'il s'agit d'une image fautive, partielle et totalement étrangère à notre longue tradition de défense des droits de l'homme. J'aimerais ici manifester l'engagement de mon gouvernement en faveur non seulement de la préservation et de la réglementation du droit relatif à la convention collective, mais aussi d'une réforme du travail qui permette d'accélérer les processus judiciaires visant à garantir les droits des travailleurs.

J'aimerais que le Costa Rica continue à être avant tout un État de droit où l'on respecte toujours les décisions des tribunaux, mais aussi où la justice soit rendue de manière rapide et effective pour les travailleurs.

La libéralisation des échanges peut donc être défendue pour ses mérites et pour les bienfaits qu'en retire la classe ouvrière. Mais j'aimerais souligner que la défense du libre-échange doit être honnête et cohérente. Il faut des échanges commerciaux qui, dans la pratique, soient libres à un degré égal pour tous les pays. On ne peut pas, d'un point de vue éthique, défendre la pratique des pays développés consistant à faire pression pour obtenir l'abaissement des barrières commerciales unique-

ment dans les secteurs où ils ont des avantages comparatifs très nets.

Les pays en développement exigent également le libre-échange dans le domaine de l'agriculture. Ceci implique que l'on mette un terme, lentement mais sûrement, aux subventions annuelles de plus de 250 milliards de dollars que les pays membres de l'OCDE accordent à leur secteur agricole. Et tant que nous ne progresserons pas dans ce domaine, nous en serons réduits à paraphraser la célèbre expression de George Orwell: dans le libre-échange, nous sommes tous égaux, mais certains sont plus égaux que d'autres.

Les pays en développement ont besoin d'aide au développement et de la solidarité des pays industrialisés, mais surtout nous avons besoin qu'ils fassent preuve de cohérence. S'ils préconisent le libre-échange, alors qu'il soit effectivement libre. S'ils défendent et pratiquent dans leur pays des formes de justice sociale admirables grâce à l'Etat-providence notamment, qu'ils mettent une touche de cette philosophie en pratique à l'échelle internationale. S'ils préconisent et vivent le crédo démocratique à l'intérieur de leurs frontières, qu'ils aident à assurer une répartition plus équilibrée du pouvoir au sein des organismes internationaux.

Pour le monde, l'accès universel à l'éducation et le progrès sur la voie du libre-échange sont des chemins trop difficiles pour être considérés comme incontournables, mais ils sont trop importants pour être considérés comme facultatifs. Ce qui est en jeu dans le monde entier c'est beaucoup plus que la croissance économique. Dans la mesure où ces tâches sont décisives pour la création d'emplois décents, l'avenir de la démocratie et l'avenir de la paix en dépendent tout autant.

Ce n'est pas un hasard si certaines des menaces les plus graves pesant sur la paix et la démocratie apparaissent dans des pays ayant des taux de chômage ou de sous-emploi extrêmement élevés. Si l'on ne parvient pas à mettre en œuvre des politiques propres à offrir de meilleures opportunités aux jeunes, on risque de tomber dans un piège fatal pour notre sécurité. La frustration découlant de l'absence de débouchés entraîne nos jeunes vers le radicalisme et les pousse à la violence, portant ainsi un coup à l'humanité tout entière.

En tant que lauréats du prix Nobel, nous savons tous que le travail décent est le principal ressort de la paix parce que la paix ne se résume pas à l'absence de destruction ou de guerre; c'est également le souci d'offrir une existence digne à tous les êtres humains. La paix c'est cela: une vocation tenace, un effort quotidien, un travail constant. Il y a quelque chose que j'aimerais que les politiciens et les citoyens, les entrepreneurs et les travailleurs, les soldats et la société civile comprennent aujourd'hui plus que jamais: la paix est la forme la plus honorable de l'effort et la forme la plus résolue de l'honneur.

L'OIT attire depuis longtemps notre attention sur la nécessité de revoir notre démarche et de placer l'emploi productif et le travail décent au cœur de nos politiques économiques et sociales, qu'elles soient nationales ou internationales. Je suis, pour ma part, conscient de cette nécessité et je suis prêt à relever le défi. C'est pour cela que j'ai signalé deux tâches stratégiques prioritaires pour progresser dans cette voie.

Que ce soit par la réduction des barrières commerciales ou par un effort international visant à ré-

duire les dépenses en armement et à réinvestir les sommes ainsi dégagées dans l'éducation, les travailleurs, les employeurs et les gouvernements de ce monde sont aujourd'hui plus liés que jamais. Le destin de l'un dépend du sort de l'autre, aujourd'hui plus que jamais, d'où l'importance vitale du dialogue préconisé aujourd'hui par l'OIT.

Ainsi, en cette veille d'inauguration de la Coupe du monde de football, j'aimerais vous adresser un dernier message: je crois que le moment est venu de penser les uns aux autres, de penser que chaque travailleur, chaque syndicat, chaque organisation patronale, chaque employeur et chaque gouvernement de la planète sont les joueurs d'une même équipe. Si nous adoptons cette optique, comme le fera, je l'espère, le Costa Rica demain, nous marquerons de nombreux buts au tableau du chômage, de la pauvreté, de l'injustice et de la guerre.

Ce sera alors le moment de fêter notre victoire et d'engager, comme le fait l'OIT, de nouvelles batailles dans cette lutte sans fin pour la dignité humaine.

Original anglais: Le PRÉSIDENT

Merci, Monsieur le Président Arias Sánchez, pour ce discours enrichissant.

Même dans des assemblées de la taille de la Conférence internationale du Travail, il est rare que deux lauréats du prix Nobel de la paix soient rassemblés comme c'est le cas aujourd'hui. C'est la raison pour laquelle nous avons écouté vos paroles avec beaucoup d'attention. Ces paroles ont exprimé des sentiments que partagent d'autres personnes qui ont fait l'honneur de venir à cette assemblée et qui ont également appelé de leurs vœux une plus grande équité en vue de parvenir au travail décent en tant que droit de l'homme fondamental, l'objectif étant de renforcer le dialogue social et la démocratie, d'assurer une plus grande égalité entre les sexes et de mettre un terme à la discrimination.

Aujourd'hui, vous avez mis l'accent sur le fait que l'emploi est au cœur de la paix et vous avez insisté sur la nécessité de mettre le travail décent et la défense des droits de l'homme au centre de nos décisions politiques et publiques, si nous voulons progresser sur le plan éthique. Ces sentiments rappellent le Préambule à la Constitution de 1919 de l'Organisation internationale du Travail aux termes duquel «une paix universelle et durable ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale».

C'est pourquoi il est parfaitement naturel que, lorsque nous entendons une telle harmonie de visions et de valeurs, vous vous sentiez ici chez vous. L'affection que nous partageons tous avec vous pour cette institution nous rassemble et nous remplit d'espoir et d'inspiration pour l'avenir dans nos sociétés.

Dans vos conclusions, vous avez parlé de la Coupe du monde qui commencera demain. La Coupe du monde est une manifestation extraordinaire qui est chargée de sens et qui, sans aucun doute, rassemble les nations. Mais en fin de compte, il n'y a qu'un seul pays qui gagne. Vous avez lancé un appel pour une plus grande justice sociale et davantage de démocratie. Si nous suivons cet appel, alors ce n'est pas un pays mais chaque pays du monde qui sera gagnant.

Nous vous remercions d'avoir partagé avec nous votre vision de l'avenir et votre sagesse.

(La séance est levée à 11 h 05.)

TABLE DES MATIÈRES

Page

Dixième séance (*spéciale*)

Allocution de Son Excellence M. Oscar Arias Sánchez,
Président de la République du Costa Rica..... 1

Orateurs: Le Président, le Secrétaire général, M. Oscar Arias Sánchez